Comprendre la loi Olimpia : une réponse à la violence numérique

Introduction

“À l’âge de 18 ans, Olimpia Coral Melo, une jeune Mexicaine, a été victime d’une grave atteinte à sa vie privée: son ex-partenaire a diffusé, sans lui demander, une vidéo intime dans laquelle elle apparaissait. La vidéo s’est rapidement propagée sur internet et est rapidement devenue virale dans sa ville natale, Huauchinango (Puebla, Mexique). Cela a déclenché une vague de moqueries, de commentaires offensants et de harcèlement sexuel en ligne. En plus, elle a reçu de nombreux messages lui proposant des relations sexuelles après la diffusion de sa vidéo intime. Un média local a publié une phrase marquante : « *Une fille avec de l’avenir est stigmatisée sur les réseaux sociaux* ».”

Questions pour réfléchir collectivement:

- 🎬 **Y avait-il consentement ?**
- 🎬 **Comment se sent Olimpia ? Quelles peuvent être les conséquences dans son quotidien?**
- 🎬 **Comment se sentent ceux qui ont partagé la vidéo ? Et ceux qui ont mis un like ?**
- 🎬 **Peut-on parler de violence numérique ? Pourquoi ?**

Vidéo Olimpia: [Sans mon consentement, ce n'est pas votre contenu](#)

Points clés :

- **Olimpia Coral Melo** a été victime de violence numérique à l’âge de 18 ans, lorsque son ex-partenaire a diffusé une vidéo intime sans son consentement. Cet événement l’a poussée à promouvoir des réformes légales au Mexique.
- La **Loi Olimpia** reconnaît et sanctionne la violence numérique, y compris la diffusion non consentie de contenus intimes, le harcèlement en ligne, l’usurpation d’identité, entre autres.
- Au **Mexique**, les peines peuvent aller de **3 à 6 ans de prison**.
- En **Argentine**, la Loi Olimpia a été adoptée en **octobre 2023** et intégrée à la **Loi 26.485** comme une forme de violence basée sur le genre.
- Elle garantit le **droit à la dignité**.

La **dignité humaine** est un droit fondamental reconnu par les **traités internationaux**, notamment la **Déclaration universelle des droits de l'homme** (ONU, 1948), et par de nombreuses constitutions nationales, dont celle de l'**Argentine**. Elle implique que chaque personne soit traitée avec **respect**, sans **humiliation**, sans **discrimination**, et avec la reconnaissance de sa **valeur intrinsèque** en tant qu'être humain.

Exercice d'application

Consigne: Imaginez un scénario dans lequel le droit à la dignité humaine n'est pas respecté et s'inscrit dans l'un des délits suivants. Décrivez la scène et imaginez une question à poser à Mme Coral.

Délit	Description
Diffusion d'images intimes sans consentement	Acte de publier, partager ou montrer des contenus à caractère sexuel (images, vidéos, audios) d'une personne sans son accord explicite, même si elle a consenti à leur création.
Supplantation d'identité	Usurpation numérique où une personne se fait passer pour une autre, souvent via un faux profil, pour tromper, harceler ou commettre des actes en son nom.
Cyberharcèlement (bullying digital)	Harcèlement répété et intentionnel en ligne, incluant insultes, menaces, publications humiliantes ou diffamatoires, souvent amplifié par l'anonymat.
Sextorsion	Forme d'extorsion où l'agresseur menace de diffuser du contenu intime (images, vidéos) pour obtenir de l'argent, des faveurs sexuelles ou davantage de contenu.
Doxing (exposition de données personnelles)	Publication malveillante d'informations privées (adresse, téléphone, emploi, etc.) dans le but d'humilier, intimider ou mettre en danger la victime.
Violence sur les plateformes de jeux ou de streaming	Comportements agressifs, humiliants ou discriminatoires dans les jeux en ligne ou les diffusions en direct, souvent dirigés contre des femmes, des minorités ou des personnes vulnérables.